



OBJECTIF AFRIQUE

LETTRE D'INFORMATION ÉCONOMIQUE

N° 189 – 11 FEVRIER 2020

SOMMAIRE

- ▼ ACTUALITE REGIONALE
- ▼ CONJONCTURE
- ▼ ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES
- ▼ PROJETS ET FINANCEMENTS
- ▼ SECTEURS D'ACTIVITES
 - AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE
 - ENERGIE ET MATIERES PREMIERES
 - INDUSTRIE
 - SERVICES
- ▼ ENTREPRISES
- ▼ CARNET ET AGENDA

**LE CONGO-
BRAZZAVILLE
ET LA FRANCE
SIGNENT UN
ACCORD
DANS LE
DOMAINE DES
DOUANES**

**L'AFD FINANCE LE
DEVELOPPEMENT DE
LA FILIERE FORET-
BOIS EN AFRIQUE
CENTRALE**

**GHANA : MOODY'S
FAIT PASSER LA
PERSPECTIVE DU
GHANA DE STABLE A
POSITIVE ET CONFIRME
SA NOTATION A B3**

**ÉTHIOPIE :
RATIFICATION DE LA
NOUVELLE
PROCLAMATION
SUR LES
INVESTISSEMENTS**

**NIGERIA : L'ÉTAT
FEDERAL DEVRAIT
BENEFICIER D'UN PRET
D'1 Md USD POUR LA
MECANISATION DU
SECTEUR AGRICOLE**

**KENYA : PREVISION
D'UNE AUGMENTATION
DES IMPORTATIONS
D'ELECTRICITE DEPUIS
L'ÉTHIOPIE EN 2020**

**MADAGASCAR :
VALORISATION DES
PLANTS DE CACTUS
POUR LA
PRODUCTION DE
BIOGAZ**

**LE RWANDA
APPROUVE UN
ACCORD SUR
L'ENERGIE
NUCLEAIRE AVEC LA
RUSSIE**

**NIGERIA : TOTAL ET
ENI SIGNENT DE
NOUVEAUX CONTRATS
D'APPROVISIONNEMENT
AVEC LA NIGERIA
LNG**



MINISTÈRE
DE L'EUROPE ET DES
AFFAIRES ÉTRANGÈRES

MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES

ACTUALITE REGIONALE

▼ L'AFD finance le développement de la filière forêt-bois en Afrique Centrale

L'AFD et le réseau des institutions de formation forestière d'Afrique Centrale (Riffeac) ont procédé à la signature le 3 février 2020 d'une convention portant sur un accord de financement de 3,3 Mds FCFA. Cette enveloppe va servir à la mise en œuvre du programme d'appui au développement de la formation dans la filière forêt-bois. Ce programme de formation continue sur cinq ans va être réalisé dans quatre pays d'Afrique centrale (Cameroun, Gabon, Congo et RDC) et a pour finalité de contribuer à la gestion durable des forêts du bassin du Congo. Le but étant d'améliorer l'employabilité et les qualifications des acteurs tout en valorisant cette filière économique.

✉ evelyne.sila@dgtresor.gouv.fr

CONJONCTURE

▼ Cameroun : la réforme pour la mise en place du compte unique du trésor se poursuit

Le Cameroun a décidé de transférer dans un compte unique logé à la BEAC, toutes les ressources des comptes détenus par les administrations publiques auprès des banques commerciales. Il s'agit d'un engagement pris par l'Etat dans le cadre du programme triennal conclu avec le FMI. Selon une note publiée par le ministère des Finances, le processus de rapatriement entamé en 2019 s'est poursuivi en ce début d'année avec le versement au compte unique du Trésor (CUT) de 44 Mds FCFA de « fonds oisifs », portant sur des projets clôturés ou en arrêt. L'objectif est de rapatrier au total 150 Mds FCFA en 2020.

 evelyne.sila@dgtresor.gouv.fr

▼ Cameroun : 100 Mds FCFA mobilisés pour l'apurement de la dette intérieure commerciale

Alors que la crise de 2014 a conduit à une accumulation importante d'arriérés de paiements dans le cadre de la commande publique, le ministre des Finances a fait l'annonce le 29 janvier 2020 de la mise en paiement des dépenses ordonnées et prises en charge par les comptes publics au titre des exercices budgétaires 2018 et antérieurs en faveur des opérateurs économiques. De même, pour 2019, les dépenses prises en charge sont celles ordonnées jusqu'au 30 septembre 2019 et celles de moins de 50 M FCFA enregistrées entre le 1^{er} octobre et le 30 décembre 2019.

 evelyne.sila@dgtresor.gouv.fr

▼ Éthiopie : Révision à la baisse des prévisions de croissance pour l'Éthiopie

Suite à la mission au titre de l'Article IV 2019, le FMI a revu à la baisse ses perspectives de croissance pour l'Éthiopie en 2020, passant d'une estimation initiale de 7,2 % en dans le WEO d'octobre 2019 à 6,2 % désormais. Cette révision de la perspective s'explique, selon le FMI, par les conséquences – dans un premier temps négatives – de la mise en œuvre de la stratégie Homegrown Economic Reforms visant à remédier aux déséquilibres extérieurs, aux vulnérabilités de la dette et à l'inflation. Pour rappel, la Banque mondiale a également abaissé ses prévisions de croissance pour 2020 (de 9 % en juin 2019 à 6,3 % en janvier 2020).

 anne-brigitte.masson@dgtresor.gouv.fr

▼ Soudan : Nouvelles pénuries de devises, de carburant et de pain

Le taux de change du SDG avait atteint en début d'année le seuil psychologique de 100 SDG pour un dollar, avant de reculer à 97. Le Premier ministre, Abdallah Hamdok, a imputé la chute de la valeur du SDG aux faiblesses structurelles de l'économie et au manque de réserves en devises étrangères à la Banque centrale. La pénurie, notamment de diésel, est due à la défaillance de plusieurs oléoducs alors que celle du pain provient d'un désaccord entre le ministère de l'Industrie et les boulangeries sur son prix de revient. Afin d'assurer une plus grande efficacité des réformes, le Premier ministre a indiqué que son gouvernement préparait une nouvelle loi plaçant la banque centrale sous l'autorité du cabinet du Premier ministre alors qu'elle relève actuellement du Conseil de souveraineté.

✉ rafael.santos@dgtresor.gouv.fr

▼ Ghana : Moody's fait passer la perspective du Ghana de stable à positive et confirme sa notation à B3

Moody's justifie cette décision par sa confiance croissante dans les institutions politiques et l'amélioration de la stabilité macroéconomique par des politiques budgétaires que l'institution juge plus lisibles. Outre les bons résultats du programme avec le FMI, Moody's souligne les mesures prises pour le lissage des échéances d'endettement et les bonnes perspectives de croissance du pays. L'agence de notation rappelle toutefois que près de 40% de la dette publique ghanéenne est libellée en devises étrangères, la rendant particulièrement sensible aux évolutions du cédit sur le marché des changes. D'après Moody's, l'endettement de l'Etat ghanéen devrait atteindre 64% du PIB à la fin 2019.

✉ adrien.massebieau@dgtresor.gouv.fr

▼ Nigéria : hausse du taux de réserves obligatoires pour les banques à 27,5%

La Banque centrale (CBN) a annoncé relever de 22,5% à 27,5% le taux de réserves obligatoires que les banques doivent déposer auprès d'elle. Les autres principaux taux ont été maintenus : taux directeur à +13,5% avec un corridor de +200 / - 500 points de base et ratio de liquidité à 30%. Comme lors des précédents comités, la CBN a justifié le maintien du taux directeur par sa volonté de mesurer l'impact de l'augmentation du ratio minimum requis de prêts/dépôts de 60% à 65% visant à stimuler le crédit. Elle a néanmoins expliqué augmenter le taux de réserves obligatoires des banques afin de limiter le risque inflationniste que représente l'excès de liquidité observé sur le marché financier domestique.

✉ paul.vernus@dgtresor.gouv.fr

▼ **Nigéria : faible collecte fiscale au S1 2019**

Selon le ministère des Finances, sur les 4 458 Mds NGN (14,62 Mds USD au taux officiel de 305 NGN / USD) de dépenses de l'Etat fédéral planifiées au S1 2019, les trois quarts ont effectivement été réalisées. De leur côté, les revenus collectés, qui ont vocation à être redistribués aux différents niveaux administratifs (fédéral, fédéré et local), ont atteint 4 092 Mds NGN (13,41 Mds USD), ce qui représente 69,5% de l'objectif fixé dans le Budget 2019. Seules les recettes douanières ont dépassé leur cible semestrielle avec un taux de collecte de 111,5% (+39,6 Mds NGN), et ce avant même la fermeture des frontières décidée au T3 2019. Finalement, le déficit budgétaire de l'Etat fédéral a dépassé de 12% sont niveau anticipé en atteignant 1 075 Mds NGN.

✉ paul.vernus@dgtresor.gouv.fr

ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

▼ Éthiopie : Ratification de la nouvelle proclamation sur les investissements

Le 30 janvier 2020, le Parlement éthiopien a approuvé la nouvelle proclamation sur les investissements qui remplace celle de 2012. Alors que la précédente proclamation énumérait les seuls secteurs autorisés aux investissements directs étrangers (IDE), tous les secteurs non listés dans la nouvelle proclamation seront désormais ouverts aux IDE. Elle prévoit également de nouvelles modalités concernant le mandat de certaines institutions (l'Autorité des télécommunications pourra notamment délivrer des licences d'investissement), la définition d'un investisseur domestique, la mise à disposition de terres, la protection environnementale, les permis de travail, les plaintes etc. Cette nouvelle proclamation sera complétée par un règlement promulgué par le Conseil des ministres.

✉ anne-brigitte.masson@dgtresor.gouv.fr

▼ Kenya : Extension du périmètre d'analyse des finances publiques

La récente publication par le FMI de la *Fiscal Transparency Evaluation* pour le Kenya révèle l'importance croissante de l'Etat dans l'économie : à 115,7 % du PIB, les actifs du secteur public (Etat et entreprises publiques) ont augmenté de 23,9 points de PIB entre 2014 et 2018 tandis que les passifs publics ont augmenté de 29,4 points de PIB pour atteindre 120,7 % du PIB. Pour le seul bilan de l'Etat, on observe une dégradation de -2,6 % du PIB en 2014, à - 36,1 % en 2018. Cette dégradation tient principalement à la montée de l'endettement du gouvernement central (de 42,3 % du PIB en 2014 à 62,7 % en 2018), mais aussi à la contraction de la valeur des actifs en part de PIB. L'analyse du FMI met également en lumière l'augmentation des engagements des entreprises publiques, souvent hors du périmètre d'analyse classique des finances publiques, de 3,6 % à 10,2 % du PIB sur la période.

✉ Benoit.GAUTHIER@dgtresor.gouv.fr

▼ Ghana : création d'un comité des changes par le gouvernement ghanéen

Annoncé en 2019, le *Foreign Exchange Development Committee* sera chargé d'analyser les raisons de la dépréciation du cedi ghanéen et de proposer des recommandations pour la politique de change. Présidé par le ministre des Finances, il est constitué de 38 membres, issus du gouvernement et de la société civile. Un rapport sera remis au Comité de coordination de la politique économique, conjointement présidé par le ministre des Finances et le gouverneur de la Banque du Ghana. Cette annonce est faite alors que la devise ghanéenne s'est dépréciée de 7,8% face au dollar sur une année glissante en octobre 2019. Les réserves de changes du Ghana atteignaient 4,7 Mds USD à la même période, couvrant 3,9 mois d'importations.

✉ adrien.massebieau@dgtresor.gouv.fr

PROJETS ET FINANCEMENTS

▼ Cameroun : la Banque européenne d'investissement (BEI) finance les PME camerounaises

La convention de financement signée entre la BEI et le ministère des PME permettra aux petites et moyennes entreprises et industries de bénéficier d'un appui financier d'un montant de 12 Mds FCFA, nécessaire au développement de leurs activités. Ce financement sera transféré prochainement dans les comptes de la *Commercial Bank of Cameroun* (CBC) et Pro-PME Financement SA (établissement de crédit spécialisé dans le financement des PME). Pour rappel, les PME représentent 90% du tissu national des entreprises et participent au PIB à hauteur de 35%.

✉ evelyne.sila@dgtresor.gouv.fr

▼ Congo-Brazzaville : la Banque européenne d'investissement (BEI) va financer des projets de télécommunications

Une mission de la BEI, accompagnée de la délégation de l'Union européenne (UE) au Congo, vient de séjourner à Brazzaville pour explorer les pistes de collaboration dans le secteur des télécommunications. Trois projets sont à l'étude, à savoir l'élaboration d'un schéma directeur des systèmes d'information (SI) de l'État, la mise en place d'un *datacenter* à Pointe-Noire et la connexion d'un second câble sous-marin à fibre optique. Cette mission fait suite à la mission que l'UE a effectué à Brazzaville, du 28 au 30 janvier, dans le cadre de son projet *Cyber for Development*, qui vise à aider le pays à lutter contre la cybercriminalité en renforçant la résilience de ses réseaux et SI.

✉ Ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr

▼ Ouganda : Allocation de 3 MUSD par le gouvernement ougandais pour la lutte contre les criquets pèlerins

Alors que des essaims de criquets se rapprochent du Turkana, le comté kenyan le plus proche de l'Ouganda, le Président Museveni a demandé la mobilisation d'une ligne budgétaire en vue de l'achat de pesticides et autres équipements. De surcroît, 2 000 soldats vont être mobilisés pour une pulvérisation manuelle dans les zones résidentielles, où la pulvérisation aérienne est impossible. A l'heure actuelle, une équipe d'experts ougandais a été envoyée à Nairobi pour une visite d'échange de connaissances.

✉ suzanne.koukouiprada@dgtresor.gouv.fr

▼ Tanzanie : Ouverture prochaine de la ligne ferroviaire à écartement standard (SGR)

Le directeur général de la *Tanzania Railways Corporation* (TRC), Masanja Kadogosa a déclaré que la première phase de construction du chemin de fer long de 300 km entre Dar es Salaam et Morogoro est presque terminée (les travaux sont achevés à 72 %). Ce premier tronçon, dont le coût est évalué à 1,9 Mds USD, sera livré courant avril de cette année. La ligne, entièrement électrique, devrait couvrir 1 457 km de Dar es Salaam jusqu'aux rives du lac Victoria pour un coût de près de 7,5 Mds USD au cours des cinq prochaines années. La TRC a déclaré que l'achat de 1 430 wagons de fret, 20 locomotives et d'autres équipements avait commencé. Sa mise en service devrait permettre d'accroître les échanges intra régionaux avec les pays voisins comme l'Ouganda, la Zambie, la RD Congo, le Rwanda et le Burundi.

✉ Philippe.GALLI@dgtresor.gouv.fr

▼ Tanzanie : Vers un investissement de 200 MUSD dans deux mines

Le ministre des Minéraux, Dotto Biteko a révélé que le gouvernement a donné le feu vert à deux grandes sociétés minières pour passer à la phase d'extraction minière, ce qui leur permettrait d'injecter plus de 200 MUSD dans l'économie locale et de créer des centaines d'emplois. Les investissements des sociétés australiennes *OreCorp* et *Peak Resources* seront les plus importants pour la Tanzanie après près d'une décennie d'absence de création de nouvelles mines. Actuellement, les mines avec des permis d'exploitation spéciaux actifs sont les mines d'or de North Mara, Buzwagi et Bulyanhulu, toutes exploitées par *Barrick Gold*. Conformément aux nouvelles lois minières, le gouvernement prendra une participation de 16 % dans chacune des mines. *OreCorp* commencera à extraire de l'or dans la région de Mwanza tandis que *Peak Resources* construira une mine d'éléments de terres rares dans la région de Songwe.

✉ Philippe.GALLI@dgtresor.gouv.fr

SECTEURS D'ACTIVITES

▼ Agriculture et agroalimentaire

▼ Rwanda : Privatisation de l'entreprise Burera Dairy Ltd

Le gouvernement a cédé ses parts de *Burera Dairy Ltd* dans laquelle il détenait une participation de 98,03%. L'entreprise créée en 2016 pour stimuler la production laitière dans la région a été introduite sur le marché en septembre 2019 et vendue début janvier à *African Solutions Private Ltd* (Afrisol), une entreprise zimbabwéenne qui investit dans le pays depuis deux ans. La transaction s'élèverait à 270 000 EUR. Afrisol a pour projet d'investir 1 à 2 MEUR dans les cinq années à venir pour assurer une plus grande productivité. *Burera Dairy Ltd* faisait partie des trois entreprises publiques mises en vente en 2019.

✉ lina.ben-hamida@diplomatie.gouv.fr

▼ Nigéria : l'Etat fédéral devrait bénéficier d'un prêt d'1 Md USD pour la mécanisation du secteur agricole

Détaillé par le ministre nigérian de l'Agriculture, ce prêt d'une maturité de 15 ans à un taux d'intérêt de 3% devrait être contracté par l'Etat nigérian auprès de la Banque islamique de développement, la Deutsche Bank et la Banque brésilienne de développement. Il s'inscrit dans le cadre du « *Green Imperative Program* », un partenariat bilatéral avec le Brésil, qui prévoit l'achat de 10 000 tracteurs par le Nigéria et 50 000 machines diverses. Le ministère nigérian serait en train d'examiner la lettre d'intention pour la 1^{ère} tranche de 165 M USD. L'agriculture nigériane enregistre un taux moyen de 7 tracteurs pour 100 km² contre 27 au Kenya et 127 à l'échelle mondiale.

✉ paul.vernier@dgtresor.gouv.fr

▼ Energie et matières premières

▼ Kenya : Prévion d'une augmentation des importations d'électricité depuis l'Éthiopie en 2020

Dans l'objectif d'obtenir une baisse du coût de l'énergie, le Kenya ambitionne d'importer 200 MW d'électricité cette année en provenance d'Éthiopie, dans l'optique de réduire encore la part du thermique dans le mix en le substituant par de l'électricité d'origine principalement hydraulique. Le Kenya et l'Éthiopie disposent d'un accord d'échange de 400 MW, non mis en œuvre jusqu'ici, faute d'infrastructure d'interconnexion commune. Les échanges d'électricité entre les deux pays, et plus globalement au sein de la région Afrique de l'Est, devraient croître dans les années à venir. L'AFD soutient avec la Banque mondiale et la Banque africaine de Développement la mise en place d'une interconnexion électrique en courant continu de 500 kV entre le Kenya et l'Éthiopie, prélude à un système moderne et capacitaire d'interconnexion à l'échelle régionale.

✉ Benoit.GAUTHIER@dgtresor.gouv.fr

▼ Madagascar : Valorisation des plants de cactus pour la production de biogaz

Le cactus est appelé à jouer un rôle primordial dans la lutte contre le changement climatique, l'érosion du sol et la désertification, en plus de son importance pour la sécurité alimentaire et l'économie rurale. Au sud de Madagascar où ils poussent abondamment, des expériences menées dans la localité de Toliara ont prouvé que le rendement en biogaz de la plante est le double de celui des principales cultures énergétiques cultivées ou des flux de déchets. Le cactus pousse très vite et se décompose rapidement en matière organique. Avec des pratiques agronomiques appropriées pour cette zone aride, un hectare de cactus peut produire jusqu'à 400 tonnes de biomasse. L'État malgache soutient désormais tout projet de valorisation de cette plante. Le GIZ (Agence de coopération technique allemande) porte un projet d'implantation de cactus du sud de Madagascar vers Boeny au nord-ouest du pays, en vue de réhabiliter et de protéger 39 000 ha de terres, dont 7 000 ha à vocation agricole et 32 000 ha de pâturage.

✉ frederic.choblet@dgtresor.gouv.fr

▼ Le Rwanda approuve un accord sur l'énergie nucléaire avec la Russie

Le Conseil des ministres, réuni le 28 janvier, a approuvé un projet de loi détaillant les modalités d'un accord signé en octobre 2019 pour promouvoir l'utilisation de l'énergie nucléaire à des «fins pacifiques» dans le cadre du Forum de Sotchi. Cette décision ouvre la voie à la création d'un Centre des sciences et technologies nucléaires, qui devrait être doté d'un réacteur de type 10 MW pool. Des accords de coopération similaires ont été signés entre la Russie et d'autres pays de la région, notamment le Kenya, l'Ouganda et la Tanzanie.

✉ lina.ben-hamida@diplomatie.gouv.fr

▼ **Tanzanie : Investissement 80 MUSD pour le renforcement de la production de gaz naturel**

PanAfrican Energy Tanzania (PAET), le producteur de gaz naturel de l'île de Songo Songo (région de Lindi) a annoncé un investissement de 80 MUSD qui servira à soutenir la production de gaz naturel via la compression et le reconditionnement des puits de gaz naturel jusqu'en octobre 2026, date d'expiration de la licence actuelle de PAET à Songo Songo. PAET a affirmé qu'il souhaitait prolonger le contrat de partage de production au-delà de 2026 afin de continuer à soutenir le développement économique de la Tanzanie. Au dernier trimestre de 2019, la société a produit une moyenne de 63,1 millions de pieds cubes de gaz par jour contre 39,9 millions de pieds cubes à la même période en 2018.

✉ Philippe.GALLI@dgtresor.gouv.fr

▼ **Nigéria : Total et Eni signent de nouveaux contrats d'approvisionnement avec la Nigeria LNG**

Après un contrat d'approvisionnement annuel de 1,1 M de tonnes signé en décembre, Eni a annoncé un nouvel accord portant sur l'achat à la *Nigeria Liquefied Natural Gas* (NLNG) de 1,5 M de tonnes supplémentaires dès 2021. Dans le même temps, Total et la NLNG ont signé un contrat décennal pour l'achat de 1,5 M de tonnes. Après Vitol en décembre dernier, les annonces se multiplient du côté de la NLNG dont certains contrats long terme arrivent à échéance l'année prochaine. La NLGN produit annuellement 22 M de tonnes de gaz naturel liquéfié grâce à 6 trains de liquéfaction. Le Nigéria est le 5^{ème} exportateur mondial (1^{er} du continent africain) et compte pour 28% des importations françaises de GNL.

✉ margaux.abrieu@dgtresor.gouv.fr

▼ Industries

▼ Services

▼ Cameroun : la Régie du terminal à conteneurs du Port autonome de Douala enregistre un chiffre d'affaire en hausse

La Régie du terminal à conteneurs (RTC) du port autonome de Douala (PAD) a annoncé avoir réalisé un chiffre d'affaires de 3,26 Mds FCFA au mois de janvier 2020, en hausse de 4,5 % par rapport à janvier 2019. Cette information a été rendue publique alors que des doutes avaient été soulevés quant à la capacité du PAD de gérer directement les opérations du port suite à la mise à l'écart de Douala International Terminal (DIT) filiale du groupe Bolloré.

✉ evelyne.sila@dgtresor.gouv.fr

▼ Le Congo-Brazzaville et la France signent un accord dans le domaine des douanes

La directrice générale des douanes et droits indirects de la France et son homologue congolais ont signé, le 28 janvier à Montreuil, un accord-cadre de coopération dans le domaine des douanes. Cet accord prévoit d'une part la formation des inspecteurs de douanes congolais à l'école nationale des douanes de Tourcoing, sur le principe d'un minimum de deux élèves-inspecteurs par an, et d'autre part, l'assistance technique auprès des douanes congolaises dans les domaines de la surveillance et des enquêtes douanières. Cet accord répond à l'ambition de la direction générale des douanes congolaises de renforcer les compétences des agents et de pallier le départ massif à la retraite des cadres inspecteurs douaniers.

✉ Ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr

▼ Madagascar : Ouverture officielle d'un Novotel sous franchise Accor à Tananarive

En présence du président de la République et du ministre des transports, du tourisme et de la météorologie, un nouveau complexe hôtelier nommé Novotel Convention & Spa a été inauguré le 31 janvier à Alarobia dans le quartier d'affaires de la capitale. Fruit d'un investissement de 20 MEUR effectué par la société immobilière Eden Hotel (filiale du groupe Rajabali), il s'agit du deuxième hôtel sous franchise du Groupe Accor après l'ouverture en juin 2009 de l'Hôtel Ibis. Disposant notamment d'une salle de convention pouvant accueillir jusqu'à 800 personnes, le Novotel compte également 144 chambres supérieures et 36 suites. Le gouvernement vise l'arrivée de 500 000 touristes annuels d'ici 2023.

✉ frederic.choblet@dgtresor.gouv.fr

ENTREPRISES

CARNET ET AGENDA

▼ Congo-Brazzaville : La table ronde des bailleurs aura lieu le 19 mars

Le Congo, la Centrafrique, la RDC, le Tchad et la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC) organisent, le 19 mars à Brazzaville, une table ronde pour le financement des projets d'infrastructures en Afrique centrale. Cette rencontre, soutenue par la BAfD, vise à présenter aux partenaires bilatéraux et multilatéraux les grands projets d'infrastructures de transport ayant fait l'objet d'études techniques avancées. La réalisation de ces projets nécessite la mobilisation de près de 20 Mds EUR pour un ensemble de 12 projets à l'horizon 2030. Les trois projets phares sont la construction de la route Ouesso-Bangui-Djaména, les aménagements fluviaux et portuaires sur le fleuve Congo et ses affluents Oubangui et Sangha ainsi que le pont route-rail Brazzaville-Kinshasa.

✉ Ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr

Les analyses et commentaires développés dans cette publication n'engagent que leurs auteurs et ne constituent pas une position officielle du MEAE ni des ministères économiques et financiers.

La lettre d'information économique est réalisée conjointement par la **DIRECTION AFRIQUE ET OCEAN INDIEN** du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et par la **DIRECTION GENERALE DU TRESOR** du ministère de l'Economie et des Finances.

Contacts

Objectifafrique.DAOI@diplomatie.gouv.fr
 mathieu.schmitt@diplomatie.gouv.fr
 tresor-communication@dgtresor.gouv.fr

Remerciements à :

l'AFD, Business France, CCI France International, CCI Paris-Ile de France, CMS Bureau Francis Lefebvre, Conseil français des investisseurs en Afrique, Conseillers du commerce extérieur de la France, Conférence permanente des Chambres de commerce africaines, Expertise France, Gide, Maison de l'Afrique, Croissance Peace et MEDEF International pour leur contribution à la réalisation et la diffusion d'Objectif Afrique.

Contributions :

Vous souhaitez contribuer à Objectif Afrique ?

Pour une contribution en provenance de France, envoyez votre article à : objectifafrique.daoi@diplomatie.gouv.fr

Pour une contribution en provenance d'Afrique, envoyez votre article au chef du service économique de l'ambassade du pays concerné (prenom.nom@dgtresor.gouv.fr; liste des services économiques par pays : <http://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays>)

AVEC LE CONCOURS DE :

